

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-trois le dix-neuf janvier à dix-neuf heures et dix-minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 19

Date de convocation du Conseil Municipal : 12/01/2023

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Martine RIZZON, Marc RIBET (Adjoint), Yves DURET, Georges GRANGE, Régine COMBE, Noël CASTE, Bernard PIERRE, Louis LE GUILLOU, Agnès BURAI, Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Edith ROUX, Fabrice DANNA (conseillers municipaux)

Absent : Pierre GOLDIN excusé malade

Absents excusés : Nathalie FAVRE (Pouvoir à Edith ROUX) ; Fabrice DANNA (Pouvoir à Chantal PEGOUD jusqu'à 20h05)

Secrétaire de séance : Céline REVOL

2023-003 : RH : Création d'un poste non permanent pour un accroissement temporaire d'activité suite à démission modifie la délibération n°2022-063 (délibération).

Madame Le Maire rappelle que la collectivité avait recruté via le service de remplacement du Centre de Gestion 38, 2 agents pour intervenir sur l'école/le service périscolaire et la cantine. Ces recrutements ont été faits en prévision de certains départs en retraite notamment celui de Marie-Pierre GROS (départ en retraite en 1^{er} août 2022) et d'Evelyne ALLAROUSSE (départ en retraite au 1^{er} novembre 2022). Les contrats concluent entre ces 2 agents et le CDG38 pour intervenir sur la commune couvraient la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023.

L'un des deux agents ayant fait connaître son intention de démissionner à la date du 31/12/2022, il a été décidé de recourir au recrutement direct d'un autre agent pour pallier cette absence.

Ainsi, Madame Le Maire informe l'assemblée délibérante, qu'aux termes du Code Général des Collectivités territoriales et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Le maire propose à l'assemblée délibérante :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.332-23-1° et L.332-23-2

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 et de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent compte tenu d'un accroissement d'activité pour l'année 2022-2023 et plus précisément sur la période allant du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 dans le service périscolaire et entretien.

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'un agent contractuel de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

- à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article L.332-23-1° du Code Général de la fonction publique, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit.

L'agent devra justifier d'une expérience en lien avec le secteur de l'entretien.
L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C.
La rémunération sera calculée selon l'indice majoré 354.

Enfin, le régime indemnitaire instauré par la délibération n°2017-16 du 15 mars 2017 n'est pas applicable.

Entendu l'exposé du Maire, le Conseil, à l'unanimité,

✓**DECIDE** d'adopter la proposition de Madame Le Maire

✓**MODIFIE** le tableau des emplois

✓**INSCRIT** au budget les crédits correspondants

✓**DIT** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 03/01/2023 et ce en raison de la démission de l'agent qui occupait le poste

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 19 janvier 2023

Le Maire, **Céline REVOL**

